REPUBLIQUE FRANÇAISE — DEPARTEMENT DE LA VIENNE

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 23 JUIN 1968



CIRCONSCRIPTION DE POITIERS



Mesdames

et chers concitoyens,

Les heures que nous venons de vivre ont été graves mais probablement salutaires. Elles ont révélé à l'ensemble du pays l'urgence d'accepter un monde moderne qui vient à nous très vite, beaucoup trop vite pour certains peut-être, mais de façon évidente.

Notre société n'est pas seulement l'époque de la machine à laver, de la voiture individuelle, du pavillon familial. C'est aussi celle du Lycée classique, technique, agricole ouvert à tous les enfants, c'est aussi celle de la Télévision qui non seulement informe quotidiennement les Français, mais s'est révélée un incomparable instrument d'enrichissement intellectuel.

Ce serait une erreur pour nos aînés de croire que la crise que nous venons de vivre était dirigée contre eux. Les anciens ont toujours été respectés en France, mais les fils ont le droit d'être écoutés.

Ce serait une erreur de croire que les revendications syndicales devaient nécessairement déboucher sur la guerre civile. Mais à l'époque de la lutte du franc contre le dollar, du Québec libre et de la bombe à hydrogène, l'ouvrier ne comprenait pas pourquoi la fin du mois lui apportait moins de 40.000 anciens francs, sans oublier les allocations familiales qui ont baissé de 40 % depuis dix ans, par rapport au coût de la vie.

Ce serait une erreur de juger sévèrement les aspirations de nos jeunes parfois excessives mais témoignant d'une angoisse réelle.

Un demi siècle nous sépare maintenant de la mise au tombeau du soldat inconnu serviteur de la République. Les dix millions d'hommes morts et mutilés de 14/18, les combattants de 39/45, nos jeunes soldats d'A.F.N. ne se sont pas sacrifiés pour voir s'opposer dans un affrontement insensé, non pas des classes sociales, mais des générations. Il faut organiser le monde vers lequel nous allons avec réalisme et aussi avec calme. Notre pays, notre région, par la diversité de ses habitants, son équilibre doit jouer un rôle considérable. Tous nos voisins nous observent, beaucoup plus émus et angoissés que railleurs. Si les Français savent trouver des solutions à la fois hardies et raisonnables aux questions posées, l'Europe les imitera très certainement.

En ce qui nous concerne directement NOUS, c'est-à-dire POITIERS et la région Poitou-Charentes, dont elle est la capitale, trois problèmes sont particulièrement urgents :

— *la transformation de l'agriculture*

— *l'industrialisation*

— *l'enseignement ouvert à tous.*

— **La transformation de l'agriculture** qui est inéluctable ne doit pas détruire et disperser les familles. L'agriculteur doit devenir un technicien avec des revenus en rapport. Il faut lui permettre de moderniser son exploitation sans l'écraser de dettes et ne pas lui faire payer le matériel toujours plus cher en freinant le prix des céréales, du lait (et en baissant arbitrairement le prix de la viande par des importations intempestives). Il faut permettre à sa femme et à ses enfants de vivre normalement grâce au ramassage scolaire, à l'aide à l'habitat rural, à la possibilité de loisir. Il faut enfin permettre aux anciens de se retirer avec des conditions de vie décente après de longues années de labeur en leur assurant une retraite comparable à celle des autres membres de notre société.

— **L'industrialisation est le deuxième élément indispensable** à notre région.. La modernisation, le regroupement des exploitations libèrent des bras que l'on n'a pas le droit d'exiler sur Paris sans autre alternative. L'exemple d'une ville très proche de nous, nous prouve que l'implantation d'industries est parfaitement possible à POITIERS. A quoi serviraient les constructions neuves de la ville moderne des Couronneries si elles restaient inoccupées faute de locataires ?

— Il faut créer d'urgence plusieurs milliers d'emplois dans notre région, sans oublier les Rapatriés qui ont eux aussi le droit au travail et à la sécurité comme tous les Français.

— Il faut que les salaires soient adaptés à notre civilisation moderne. Les augmentations récentes n'ont rien d'extraordinaire. Elles ne font que mettre les travailleurs Français sur le même niveau que leurs camarades d'Allemagne ou d'Italie du Nord, **à condition que le pouvoir d'achat soit garanti.** Nos réserves d'or stériles d'une part, et l'abandon des dépenses de prestiges, improductives, d'autres part, suffiront à éviter tout contrecoup économique.

Il faut comprendre que la participation des travailleurs à l'entreprise n'a également rien de révolutionnaire, mais représente une adaptation au monde actuel. Cette participation existe depuis vingt ans en Allemagne et l'économie allemande n'est point encore sur le point de s'écrouler.

— **En ce qui concerne l'enseignement** qui va de la maternelle à l'université, nous devons là encore faire un choix et comprendre qu'une formation donnée au plus grand nombre et à tous les âges est de loin le meilleur des investissements.

Il faut que le maximum de jeunes puisse entrer à l'Université. C'est la politique du pays le plus capitaliste du monde, les Etats-Unis, au même titre que celle de l'Union Soviétique. Il faut éviter une sélection trop précoce et assurer une adaptation permanente.

Mais il faut aussi comprendre que 600.000 étudiants représentent une valeur humaine que l'on n'a pas le droit d'ignorer. Le principe de la cogestion ou de la participation existe aux Pays-Bas depuis la dernière guerre. Soyons réalistes et comprenons que l'adaptation de l'Université ne peut se faire sans le concours des jeunes.

Dans cette société nouvelle bâtie sur une intégration sensée entre une agriculture moderne, une industrialisation décentralisée et un enseignement véritablement démocratique, quel est le Français qui ne souhaite au fond de lui-même conserver le libre choix de ses commerçants, de ses artisans, de ses professions libérales et plus encore de son médecin et de son conseiller spirituel ?

La France de demain doit être une démocratie moderne intégrée à l'Europe. Elle saura rétablir l'équilibre entre ses régions naturelles vidées de leur substance par le gigantisme parisien. Elle saura créer une harmonie entre les interventions nécessaires de l'Etat et les avantages de l'initiative privée. Elle saura assurer une vieillesse décente et digne à ses anciens. Elle saura promouvoir un homme nouveau.

Faites confiance au Centre Démocrate et à ses candidats.

Le candidat,

Henri de TOURRIS

Professeur de Gynécologie - Accouchement
Chef du Service de la Maternité
Centre Hospitalier Universitaire de Poitiers
Médecin Capitaine de réserve
Rappel en A.F.N. en 1956

Le suppléant,

Gaston DEZ

Inspecteur Général Honoraire de l'Education Nationale
Officier de la Légion d'Honneur
Médaille du Mérite Départemental et Communal

IMP. P. OUDIN - POITIERS